
SUD ÉDUCATION REFUSE QU'ON INTERDISE AUX MÈRES PORTANT UN FOULARD D'ACCOMPAGNER LES SORTIES SCOLAIRES

Pour le respect de la laïcité et contre toute stigmatisation du foulard musulman

En voulant interdire aux mères portant foulard d'accompagner des sorties scolaires à la maternelle et à l'école élémentaire, L. Chatel – et le gouvernement au nom duquel il officie – cherchent à activer les tendances xénophobes et racistes.

La fédération Sud éducation dénonce cette mesure discriminatoire et la combat. L'annonce de l'abandon de l'idée de légiférer sur cette question ne doit pas masquer l'essentiel : selon les propos mêmes de C. Guéant, il y aura des règlements et des instructions pour arriver au même résultat, avec pour conséquences supplémentaires de semer la confusion ; de renvoyer la responsabilité de l'exclusion aux IA, IEN, et surtout aux directeurs et directrices d'écoles ; de créer des conflits locaux et des disparités d'un département à l'autre, d'une circonscription à l'autre, d'une école à l'autre.

Nous rappelons que les parents d'élèves ne sont pas des personnels du service public d'éducation, et qu'ils ont simplement un rôle d'accompagnement. Ils n'ont donc pas à être soumis aux exigences qui s'imposent à l'institution et à ses représentant-e-s.

La fédération Sud éducation refuse la mise en cause de l'islam au nom de la laïcité. La laïcité, quand elle n'est pas dénaturée, veut qu'on ne privilégie aucun culte et qu'on n'en discrimine aucun.

Or, les entorses à la laïcité, surtout en faveur de la religion « dominante », le catholicisme, sont légion. Les écoles privées, confessionnelles pour l'essentiel, bénéficient d'avantages et de privilèges scandaleux alors que le pouvoir s'efforce de dénaturer et détruire l'enseignement public.

La laïcité est aujourd'hui invoquée et utilisée par ceux qui l'ont toujours combattue quand elle s'opposait aux offensives du cléricalisme catholique, à l'école ou dans la société. Ces ennemis de la laïcité veulent se servir de sa caution pour stigmatiser une partie de la société, de nationalité française ou étrangère, issue de l'immigration. Et ce sont les personnes issues des « quartiers » qui sont les premières discriminées, et en ligne de mire.

Les mises en cause ciblant exclusivement l'islam, qu'elles viennent du ministre C. Guéant, de l'extrême droite, de l'UMP ou du Front National, sont frauduleusement qualifiées de « laïques ». Sud éducation dénonce ce mensonge délibéré.

De telles attaques relèvent du pur racisme : elles sont, à ce titre, inacceptables.